

le monde libertaire

Hebdomadaire de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'IFA

ISSN 0026-9433

31 DÉCEMBRE 1992
AU 6 JANVIER 1993



N° 895

10,00 F

1993... LA LIBERTÉ COMME AVENIR !

E DITORIAL

Le joker rose

Bernard Tapie est de retour au gouvernement. Après quelques mois d'absence, le patron de l'Olympique marseillais refait surface dans les allées du pouvoir socialiste, et ceci à trois mois d'une échéance électorale qui devrait être marquée par la défaite de l'équipe en place.

Bérégovoy ressort le financier, accessoirement député de Marseille, de sa manche. Le joker rose est mis en avant. Qui veut-on encore séduire en remettant en selle le roi des affaires ? Les milieux populaires se laisseront-ils tenter une nouvelle fois par un pouvoir aux abois, sous prétexte qu'on lui offre un Bernard Tapie comme ministre de la Ville ? Ah, populisme quand tu nous tiens !

Ça sent la fin de l'empire ! La voie est ouverte aux arrivistes. Ça n'est peut-être pas nouveau, mais bien plus évident.

Entre les Pasqua, Pandraud, Le Pen, Chevènement et autres Tapie... bonjour les démagogues ! Et cela s'appelle « sortir du tunnel » ? Foutaise !

Quand la politique est à court d'idées, elle se découvre un degré zéro fait de bons mots, de coups de gueule et autres pitreries médiatiques devant amuser un populo que plus aucun gadget ne parvient à darder depuis des lustres.

Avec Tapie, la ville sera, n'en doutons pas, un nouveau Luna Park, et les mal-logés autant de Mickey Mouse.

TRADITIONNEL. La nouvelle année est l'occasion des bilans et des projets. Côté bilans, difficile de trouver du globalement positif. A part quelques îlots de résistance, l'année 1992 aura été celle des profiteurs, des guerriers et des serviteurs du Nouvel ordre mondial. Famine en Somalie, au Soudan... Guerre en Croatie, en Bosnie, c'est plus réellement un nouveau désordre sanglant et sans fin !

Un désordre qui a laissé peu de place aux initiatives alternatives authentiquement constructives. Il aura fallu beaucoup d'énergie au Noirs et Indiens d'Amérique pour faire entendre leur voix dans le cadre des « 500 ans de résistance indienne, noire et populaire ». Peu d'écho aura été fait sur les actions d'entraide qui, au jour le jour via des associations humanitaires non étatiques, combattent la misère, aident au développement et à la résistance contre l'oppression. De même, rares sont les médias qui auront soutenu les mouvements anti-guerre en Serbie ou les femmes militant contre les délirs nationalistes et les violences militaires (cf. « Femmes en noir »). L'actualité dominante aura été marquée par les mêmes porte-parole, les mêmes discours... ceux du libéralisme, du consensus et de la bonne conscience humanitaire.

La nouvelle année s'annonce identique. Les Français seront gâtés. En prime, ils auront le carnaval électoral de mars prochain. Pendant trois mois, la France sera à nouveau le centre du monde. Fi des misères et des guerres de par le monde, si les Serbes n'en rajoutent pas trop sur les épurations ethniques (au risque d'une intervention militaire), si les Israéliens laissent respirer un peu les Palestiniens... l'essentiel de l'actualité sera consacré à la préparation du

(suite p. 3)

« Le fondamentalisme islamique et les femmes » par Naoual el Saadaoui (fin)

P. 5

T 2137 - 895 - 10.00 F



Révolution : Changer d'armes ou changer de mentalité ?

Pour François Sébastianoff, l'idée de révolution non-violente, avancée un peu vite par Denis Langlois dans le Monde libertaire n° 878 et critiquée par Jean-François Lacroix dans le n° 886, n'est pas crédible sans un changement radical de mentalité : reconnaître que toutes les valeurs sont relatives, et partir de deux hypothèses : l'« objectivité scientifique », que François Sébastianoff a présenté dans le ML n° 876, et la « non-violence collective », qu'il présente ici.

POUR RENDRE CRÉDIBLE l'idée de révolution, suffit-il de ranger les fusils au placard, comme le suggère Denis Langlois ? J'en doute. En eux-mêmes, les moyens non-violents peuvent servir n'importe quelle cause. Les routiers ont réinventé le sit-in... en poids-lourds ! L'armée rêve de faire collaborer les non-violents, « avec leurs moyens propres », à la défense du pays, sinon au maintien de l'ordre ! Mais nous, direz-vous, nos buts sont différents : nous réunissons les bonnes volontés pour une société vraiment libre, égalitaire, juste, démocratique... Nous sommes des « redonneurs d'espérance » (Denis Langlois in *Les Partageux ne meurent jamais*).

Je ne doute pas de votre sincérité, mais je ne marche plus aux grands rassemblements autour de valeurs

présentées comme des absolus-universels-évidents-pour-tout-homme-digne-de-ce-nom. Les grands mots ont servi et servent trop souvent à cacher les intérêts des sous-groupes humains en compétition, à justifier les violences massives qui résultent de cette compétition : guerres, répressions, exploitations, exclusions, totalitarismes... Les incantations volontaristes n'effaceront pas dix mille ans de conditionnement à la domination (à s'y soumettre, mais aussi à l'exercer dès qu'on peut), conditionnement réalisé dans toutes les têtes, y compris les nôtres.

Si la révolution que nous souhaitons est bien ce changement social profond qui mettra fin aux rapports de domination, il n'est pas probable qu'elle puisse se faire sans un changement radical de mentalité.

Essayons de définir celui-ci.

Pourquoi les comportements collectifs destructeurs se reproduisent-ils de génération en génération ? On commence à savoir comment fonctionne un cerveau, comment les dominants obtiennent confiance et obéissance, par quels mécanismes l'individu est amené, inconsciemment puis consciemment, à se conformer aux comportements valorisés par son groupe, comment l'éducation ne fait « qu'alimenter son système nerveux en certitudes admirables, ce qui ne

« ...sans la liberté et sans Dieu, le monde n'a pas de sens, les choses se contentent d'être ce qu'elles sont : angoissantes ! »

laisse aucune indépendance fonctionnelle aux zones associatives de son cerveau » (Henri Laborit, *Eloge à la fuite*). Diffuser ce savoir est la première étape d'un projet révolutionnaire crédible. Il s'agit de reconnaître nos conditionnements, ce qui relativise toutes les valeurs.

Mais, sans la liberté et sans Dieu, le monde n'a pas de sens, les choses se contentent d'être ce qu'elles sont :

angoissantes ! Comment construire dans un tel vide ?

Ne cherchons pas de raisons péremptoires pour nos choix : nous sommes largement ignorants du jeu complexe de nos déterminismes. Partons de la situation où nous luttons et contentons-nous d'« hypothèses de travail » générales, que nous poserons, loin de toute métaphysique et de toute mystique, comme des valeurs relatives aux urgences planétaires actuelles telles qu'elles nous apparaissent. Définissons ces hypothèses négativement, afin de ne pas encombrer par des définitions positives (cocktails de valeurs universelles, projets de société idéale) un champ où il convient de dégager au maximum pour les que enfants à naître puissent imaginer et réaliser une autre civilisation, celle que nous, adultes, conditionnés comme nous le sommes, n'arriverons pas à mettre sur pied.

Comme je l'ai écrit dans le *Monde libertaire* n° 876, je ne vois que deux hypothèses, deux garde-fous : l'un est le postulat de l'objectivité scientifique, le refus de considérer aucune explication de type finaliste comme permettant de construire le savoir (j'ai développé ce point dans le n° 876,

(suite p. 2)

F.P. 2520

Changer d'armes ou changer de mentalité ?

(suite de la « une »)

auquel je renvoie le lecteur), l'autre (que j'avais seulement évoqué) est le postulat de la non-violence collective. Parlons-en.

Ne prenons pas les moyens de la non-violence sans en prendre l'esprit, comme d'autres réduisent les intuitions écolos à l'environnementalisme. Partons explicitement de la pratique et de la réflexion des non-violents (1). Je suis d'accord sur bien des points : la non-violence collective comme méthode d'action susceptible de créer un rapport de forces favorable aux dominés, l'étalage des conflits au grand jour, l'apprentissage de l'action collective, le développement de la personnalité de chacun par une relation constructive avec l'autre... Mais, outre le fait que mes présupposés (voir plus haut) ne sont pas ceux de la majorité des non-violents actuels, je m'écarte de cette majorité sur quelques autres points, trois surtout.

1) J'évite de parler de la non-violence individuelle, par crainte qu'on ne se trompe d'échelle. La société n'est pas une grande famille, ni la non-violence individuelle un « supplément d'âme ». Les conditionnements que j'ai évoqués plus haut sont des phénomènes de masse, et la non-violence collective coïncide sur un point capital avec l'intuition anarchiste : le refus de toute domination, de toute hiérarchie de domination, forme générale (et collective) de la violence.

2) En lui-même, le postulat de la non-violence collective est le refus de considérer, à l'échelle des groupes humains, aucun recours à

la violence comme permettant d'en finir avec la violence. Un cerveau imaginant capable de fonctionner du point de vue du plus grand ensemble humain, l'espèce entière, me semble conduit à poser l'attitude collective non-violente comme la seule stratégie efficace pour le grand groupe. C'est postuler l'inefficacité de la violence collective comme moyen d'action, sous quelque forme qu'elle se manifeste, armée ou institutionnelle, apparente ou cachée, d'où qu'elle vienne, des dominants ou des dominés (on est d'ailleurs souvent l'un et l'autre, dans des

« Il nous faut, par l'action non-violente, inverser le rapport des forces. De ce point de vue [...] nous avons tendance à sous-estimer nos chances. »

proportions diverses), et pour quelque motif que ce soit, y compris la révolution.

La non-violence collective exclut toute distorsion entre les moyens et la fin. Elle ne définit aucune fin, elle les juge toutes d'après les moyens. Par exemple, elle évalue la lutte pour la justice non à partir du discours tenu sur la justice, mais à partir des moyens employés. C'est ainsi qu'elle est la pierre de touche de tous les choix de valeur particuliers. Elle est au plan de l'action ce que l'objectivité scientifique est au plan de la connaissance : il n'y a pas plus d'exceptions au postulat de l'inefficacité de la violence collective qu'à celui de l'inefficacité des expli-



Dessin de Siné publié, en 68, dans *L'enragé*, in « La Chienlit c'est moi ! », éditions Balland, 1978.

cations finalistes (admettre une exception à un postulat, c'est l'abandonner).

3) Que faire pratiquement ? Nous participons quotidiennement à la violence collective, au moins de façon indirecte, en profitant par exemple de l'exploitation du tiers monde. Et comment ne pas recourir directement à la violence face aux policiers, aux soldats, aux bandes fascistes ? C'est la question que pose Jean-François Lacroix dans *le Monde libertaire* n° 886.

Il nous faut, par l'action non-

violente, inverser le rapport des forces. De ce point de vue, nous, adultes, pour qui la non-violence est une idée, sinon une pratique, neuve, nous avons tendance à sous-estimer nos chances. Ceci dit, que faire quand nous n'avons pas réussi à inverser le rapport des forces ? Ce que nous pouvons, c'est-à-dire soit nous écraser provisoirement, soit utiliser la violence. A chacun d'en décider, en sachant que, dans l'immédiat : à terme, la violence engendre toujours la violence. Reconnaissons alors les faits : nous sommes en échec dans les deux cas, puisque nous n'avons pas cassé la spirale de la violence.

Reste au minimum à ne jamais légitimer la violence collective, même la nôtre. Distinguer, comme le font certains non-violents, entre un usage

« Le seul moyen crédible [...], c'est de développer une éducation relativiste, centrée inséparablement sur l'objectivité scientifique et sur la non-violence collective. »

habituel de la violence, qui serait illégitime, et des cas limites où la violence serait « nécessaire » (euphémisme qui fonctionne en fait comme le mot « légitime »), c'est produire une variante du discours quotidien des dominants : la violence en général, ce n'est pas bien ; mais cette violence-ci est légitime (autre variante, celle de la plupart des militants de gauche : on est contre cette guerre-ci, mais pas contre toute guerre !). C'est toujours se mettre au point de vue de l'autorité.

Il faut aller plus loin. Ce sont les dominants qui, ayant besoin de la violence, ont besoin de la légitimer, d'entretenir les mythes fondateurs (la violence au cœur de la nature humaine, la liberté...) et la fiction des valeurs absolues, abstraites de la réalité des luttes sociales.

L'autorité exige obéissance aux valeurs sous peine de faute et légitime ses propres contradictions (article 327 du Code Pénal : « Il n'y a ni crime ni délit lorsque l'homicide, les blessures et les coups étaient ordonnés par la loi et commandés par l'autorité légitime »).

Laissons aux dominants la problématique illusoire de la légitimité et de l'illégitimité. C'est nous qui posons nos postulats. Nous n'avons à évaluer nos actions que par rapport à eux, et nous n'avons pas besoin d'excuses parce que nous ne sommes coupables devant aucune instance supérieure.

Mais alors, vous prônez la non-violence collective pure et dure et vous ne la pratiquez pas toujours : c'est de l'hypocrisie ! Non, c'est de l'objectivité. Ni puritains ni laxistes, mais objectifs. Le progrès paraît mince, mais il est décisif : nous avons changé d'univers mental.

L'urgent n'est pas de faire la morale aux adultes actuels, mais de conditionner les enfants autrement. Le seul moyen crédible d'inverser à grande échelle le rapport des forces actuellement favorables aux dominants, c'est de développer une éducation relativiste, centrée inséparablement sur l'objectivité scientifique et sur la non-violence collective. Les adultes actuels ne deviendront pas objectifs et non-violents du jour au lendemain ! Mais on peut efficacement lutter pour qu'ils soient de plus en plus nombreux, sur toute la planète, à changer d'attitude dans l'éducation de leurs enfants.

A creuser, à compléter, à discuter.

François Sébastianoff
(Teissières-les-Bouliès)

(1) Voir par exemple : Jean-Marie Muller, *Lexique de la non-violence, Mouvement pour une alternative non-violente*, 20, rue du Dévidet, 45200 Montargis.

le monde
libertaire

Rédaction-Administration
145, rue Amelot
75011 Paris.
Tél. : (1) 48.05.34.08.
FAX : (1) 49.29.98.59.

Bulletin d'abonnement

Tarif

	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois	5 n° <input type="checkbox"/> 35 F	<input type="checkbox"/> 70 F	<input type="checkbox"/> 60 F
3 mois	13 n° <input type="checkbox"/> 95 F	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 140 F
6 mois	25 n° <input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 310 F	<input type="checkbox"/> 250 F
1 an	45 n° <input type="checkbox"/> 290 F	<input type="checkbox"/> 530 F	<input type="checkbox"/> 400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50 % de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

Nom Prénom
Adresse
Code postal Ville
Pays
A partir du n° (inclus).
Abonnement de soutien
Chèque postal Chèque bancaire Autre
Virement postal (compte : CCP Paris 1128915 M)
Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

NOUVEAUTÉ

« Ecrits pédagogiques »
de Sébastien FAURE

Bibliothèque anarchiste éditions du Monde Libertaire

Prix : 80 F (port non compris) chèque à l'ordre de Publico.

En vente à la librairie du Monde Libertaire 145, rue Amelot 75011 Paris.

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot, 75011 Paris
Directeur de publication : André Devriendt
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie : La Vigie, 24, rue Léon-Rogé, 76200 Dieppe
Dépôt légal 44 145 1^{er} trimestre 1977
Routage 205 — La Vigie Diffusion SAEM Transport Presse

Nouvelles du front

NOUVELLES ANTIMILITARISTES DU PAYS BASQUE : LES PROCÈS A VENIR

• Erik Lechardoy, libéré le 29 octobre dernier après avoir été condamné à 10 mois pour « refus d'obéissance » a été jugé à nouveau, rappelons-le pour « insoumission » quinze jours avant sa libération : une confusion des peines à pu être obtenue, mais qu'à cela ne tienne le ministère public a fait appel ! Erik passera en procès pour la quatrième fois le 6 janvier 1993 à 14 h au Palais de justice de Bordeaux.

• Christophe « Kittu » Lascaray, condamné le 12 novembre dernier à 13 mois de prison par le tribunal de Poitiers pour « refus d'obéissance » a fait appel. Kittu comparait donc le 8 janvier 1993 à 9 h au tribunal de Poitiers. Des bus en provenance de Bayonne sont organisés à ces deux dates pour soutenir Erik et Kittu.

Nous vous invitons largement à manifester votre solidarité et votre indignation face à l'acharnement que subissent les insoumis en adressant des télégrammes ou lettres aux tribunaux concernés :

— M. le Président de la Cour d'appel, Palais de justice, place de la République, 33000 Bordeaux ;

— M. le Président de la Cour d'appel, Palais de justice, 86000 Poitiers.

Noubliez pas d'écrire aux insoumis emprisonnés :

— Christophe Lascaray, Maison d'arrêt, n° 16362, cellule 282, 209, faubourg du Pont-Neuf, 86000 Poitiers ;

— Jean-François Lefort, Maison d'arrêt, n° 4665, cellule 9, 17306 Rochefort cedex.

Pour tout soutien financier, libellez vos chèques à l'ordre d'« En direct », adressez-les au Comité de solidarité avec les antimilitaristes emprisonnés c/o CEL, BP 28, 33031 Bordeaux cedex. Tél. : 56.31.43.84.

BILLET D'HUMEUR

Droit de chasse

Il en coûte plus de tirer sur un adolescent français que sur un bœuf, mais finalement pas beaucoup. Tel est le nouvel article du Code Pénal introduit dans le Droit français par le tribunal d'Orléans.

Le 1^{er} décembre dernier, M. Raymond Bérault, un sympathique retraité orléanais, se livrait à son plaisir favori : la chasse à la carabine, de nuit, sur les parkings.

Son attention fut soudain attirée par deux jeunes extrêmement suspects, qui « s'intéressaient » à la voiture de son voisin. M. Bérault, qui n'est pas un dégonflé, vu qu'il a toute sa vie travaillé chez Michelin, sentit son sang d'honnête homme ne faire qu'un tour !

Et son âme de chasseur lui titiller l'index droit. Quoi ? des petites crapules, à peine sorties de la communale, se permettaient d'approcher ainsi le véhicule d'un honnête travailleur ?

Se saisissant alors de sa carabine, il tira à deux reprises en l'air, histoire de déroutiller le matériel. Puis, passant aux choses sérieuses, il ajusta soigneusement le scooter sur lequel, lâchement, s'enfuyaient ces deux gibiers de potence !

Le spécialiste en pneumatiques et en cynégétique réunis eut tôt fait de crever les pneus du véhicule, ainsi qu'accessoirement la jambe d'un de ces deux dangereux malfaiteurs de 15 ans.

Le tribunal correctionnel d'Orléans, comprenant fort bien le sens de la démarche de M. Bérault, l'a gratifié, pour ce délit de braconnage, de huit mois de prison avec sursis.

Le comité de soutien à M. Bérault, composé d'une vingtaine de carabinières de culture comparable, est aujourd'hui satisfait : un second article vient de s'ajouter aux aînées concernant la chasse aux jeunes, précisant ainsi le texte ébauché à Reims il y a quelques semaines.

On a donc désormais le droit de tirer le jeune Maghrébin en visant la tête. On a également le droit de tirer le jeune Français en visant les jambes.

A la veille de la fermeture de la chasse, cette précision rassurera tous ceux qui voyaient avec inquiétude s'installer une certaine confusion dans cette activité de loisirs qu'est désormais la chasse à l'enfant.

Guimou de la Tronche

FESTIVAL « ART & ANARCHIE » A LILLE DU 18 AU 24 JANVIER 1993

• Conférence-débat : Littérature prolétarienne & littérature libertaire avec Gaetano Manfredonia, Thierry Maricourt, Philippe Geneste et Serge Livrozet.

Mairie annexe du Vieux-Lille, place Louise-de-Bettignies
Jeudi 21 janvier - 20 h.

• Concert avec Les Wapitis (Boulogne), Behind the Smile (Lille), Urban Navahos (Paris), Red Hour (GB), Deity Guns (Lyon), Cake Kitchen (NZ/GB), Nations on Fire (Belgique), Theo Hakola/Benedicte Villain (USA)
Salle des fêtes de Fives, rue de Lannoy, Lille
Samedi 23 janvier - 15 h à 24 h.

• Concert avec Spermato Angels, No More Reason, Les Cotons Tiges (Belgique), Hanky Punky, Les Sangs Cailloux, René Biname & Les Roues de secours (Belgique), Marcel & son orchestre, Ghislain Gouwy, Jacques Yvart et Serge Utgé-Royol.
Salle des fêtes de Fives, rue de Lannoy, Lille
Dimanche 24 janvier - 13 h 30 à 24 h.

1993... la liberté comme avenir !

(suite de la « une »)

grand show hexagonal : les élections législatives ; Tapie et Kouchner en guignols recruteurs pour un Parti socialiste en quête d'électeurs. La Scène sera occupée sans difficulté. De Chirac à Le Pen, de Lalonde à Giscard... la course aux suffrages ira bon train, les promesses aussi.

En ce qui nous concerne, vous le savez, nous ne participerons pas à ce rendez-vous. Comme l'année passée lors des Régionales et du référendum sur Maastricht, nous appellerons à l'abstention révolutionnaire. « Agir au lieu d'élire ! »

Agir pour renforcer ces résistances à ce système producteur d'injustices et d'inégalités sociales. Agir en informant au travers de la presse militante, au travers d'actions systématiques au long de l'année qui vient...

Sur l'ensemble de l'Hexagone, la Fédération anarchiste se doit d'être encore plus présente que par le passé sur le terrain des luttes.

Il est nécessaire qu'un développement révolutionnaire et libertaire se fasse si l'on veut répondre aux incerti-

tudes du moment. Nos outils et notre énergie ne peuvent être pris en défaut en cette période où entre les Contrats emploi-solitarité, les stages et le chômage, ce sont près de quatre millions d'individus qui connaissent la précarité, et on ne parle même pas du problème du logement et de ses deux millions de mal-logés, dont 400 000 couche-dehors !

Les temps ne sont plus aux tergiversations et à l'immobilisme. Le jour de Noël, l'occupation par 200 mal-logés, durant deux heures, du hall de l'hôtel George V à Paris est une action qui mériterait d'être réitérée. Que des palaces soient occupés plus souvent, et peut-être verrions-nous les situations se débloquer. Ce type d'initiative est de l'action directe comme nous l'aimons.

L'action directe, il n'y a que cela de vrai ! Que ça pour sortir de la torpeur les âmes militantes ou électoralistes habituées à ployer sous le joug de l'administration étatique, en pensant que tout est fichu. Rien n'est jamais fichu... qu'on se le dise !

A.D. & C. N.

« 70 000 F pour le Monde libertaire d'ici février 1993 »

Sommes perçues du 17 au 24 décembre 1992

Abassof A. : 1000 F ; Argoud G. : 400 F ; Baer C. : 100 F ; Bourdon N. : 500 F ; Calas S. : 100 F ; Chauvin A. : 1060 F ; Chevrier Ludovic : 60 F ; Clemente H. : 200 F ; Collet J.-P. : 100 F ; Denise et Daniel (Nantes) : 100 F ; Deriveaux W. : 50 F ; Domingo L. : 300 F ; Fériot R. : 60 F ; Fischl Yvette : 200 F ; Gillet A. : 100 F ; Guinche T. : 300 F ; Gousdoue : 60 F ; Grégoire J. : 500 F ; Hall D. : 30 F ; Jeannot A. : 1000 F ; Laforgue : 60 F ; Laveix F. : 100 F ; Leclerc P. : 200 F ; Le Dérou C. : 40 F ; Legois J.-J. : 100 F ; Lorch M. : 80 F ; Malfant L. : 150 F ; Martin C. : 150 F ; Massaguer-Bruch Lope : 110 F ; Miranda E. (New York) : 50 F ; Morales P. : 350 F ; Narvor D. : 100 F ; Nihotte B. : 50 F ; Nowak P. : 30 F ; Pinel J.-P. : 600 F ; Rigal F. : 210 F ; Rosell C. : 1000 F ; Sappia M. : 60 F ; Vicente J. : 1500 F ; Vignessoule M. : 200 F ; Vergain P. : 100 F.

TOTAL : 11460 F

11460 F perçus en l'espace d'une semaine, c'est un début prometteur dont nous vous remercions. A ce rythme, nous espérons atteindre notre objectif.

Envoyez vos dons à la librairie du Monde Libertaire, 145, rue Amélot, 75011 Paris. Les chèques sont à libeller à l'ordre de Publico (avec mention : « Soutien ML » au dos).

RENDEZ-VOUS

FREYMING-MERLEBACH

Un groupe est en formation sur Freyming-Merlebach (Moselle), pour le contacter, écrivez à la Liaison FA de Moselle-sud qui transmettra : FA, BP 255, 57402 Sarrebourg cedex.

GUEBWILLER (HAUT-RHIN)

Une liaison FA existe sur Guebwiller, pour prendre contact, écrivez au CRES, BP 47, 88130 Charmes cedex.

BESSINES (HAUTE-VIENNE)

Uranium et déchets radioactifs

L'HEURE est au changement. En effet, à Bessines (Haute-Vienne), les mines d'uranium vont fermer. Manque de rentabilité par rapport aux gisements africains, épuisement du minéral...

Bien sûr, tous les partis et syndicats font la gueule : encore des chômeurs !

La COGEMA est installée en Haute-Vienne depuis 30 ans. Trente années qu'elle extrait de cette région de l'uranium, l'« essence » des centrales nucléaires. Trente années qu'elle pollue, défigure ce coin tranquille, qu'elle déverse ses boues radioactives dans les anciennes mines à ciel ouvert.

Cela va cesser... c'est heureux !

Malheureusement, la COGEMA n'est pas en reste. Puisque tous les sites nucléaires ne savent plus quoi faire de leurs saloperies radioactives, puisque même Rhône-Poulenc à La Rochelle croule sous ses

ordures, elle a le projet de mettre ses surplus ici. Puisque la population locale a l'habitude de voir passer des centaines de camions chargés de diverses matières radioactives ! Puisqu'il faut enfin bien mettre tous ces déchets quelque part !

Autant le dire tout de suite : ce sera du pareil au même par rapport à avant. A la place des boues et de l'uranium, Bessines aura ses déchets nucléaires nouveaux. Bessines, qui était le premier maillon de la chaîne nucléaire avec l'extraction de l'uranium passera en fin de chaîne de par cette récolte de déchets.

Quelques associations locales viennent de créer une coordination anti-déchets. Un film tourné par cette coordination sur les chantiers COGEMA, et cela sans autorisation, va être vendu sous forme VHS aux gens intéressés. Outre ce film, de

l'information circule déjà. De plus, des projets d'actions se structurent : blocage des camions, mesure de la radioactivité par le CRI-RAD...

Tout ceci est louable, mais il faut le rappeler : nous sortons de tous ces problèmes liés au nucléaire lorsque nous aurons tiré un trait définitif sur toute cette industrie hautement dangereuse ; lorsque nous serons technologiquement en mesure de développer et de mettre en service d'autres énergies plus fiables et moins contraignantes.

Les luttes et les critiques ne peuvent qu'être globales, ce que refusent un tant soit peu les gens mobilisés du coin. Du style : « pas de déchets en Limousin... point ! »

Nous préférons entendre : « Non aux déchets radioactifs, ni ici ni ailleurs ! Non au nucléaire... »

Alayn Dopsy
(individuel de la Creuse)

Espace économique européen : la Suisse dit non

Dans le n° 893, notre correspondante helvétique rendait compte du « non » suisse à l'Espace économique européen. Ici, Ariane, membre des « Amis de l'AIT », revient sur les résultats et analyse plus longuement le pourquoi du « non » helvétique à l'Europe des Douze, et commente les bienfaits et méfaits de la démocratie semi-directe. Plongée au pays du chocolat et du consensus.

A LOIS CE FUT NON, le miracle ne s'est pas produit. Au soir du 6 décembre dernier, la majorité de la classe politique suisse, Conseil fédéral (gouvernement) en tête manifestait sa déception, son écœurement, sa tristesse... Le « peuple » avait mal voté. Il avait refusé l'adhésion à l'Espace économique européen (EEE) par 50,3% des votants. Et comme si cela ne suffisait pas, la Suisse apparaissait comme coupée en deux, d'un côté les cantons romands (francophones, 18% de la population) largement favorables à l'EEE (entre 70 et 80% de oui) et de l'autre, les cantons alémaniques, qui tous, à une exception près (Bâle), repoussaient le traité. Du président de la confédération, aux « syndicalistes », en passant par des représentants des principaux partis (de droite et de gauche), chacun y allait de sa litanie : la Suisse venait de passer à côté de sa chance historique ; le grand marché lui échappait ; l'avenir était noir.

Les quelques partisans du non, présents sur les plateaux de télévision, n'avaient pas, quant à eux, la victoire arrogante. Non, il ne fallait pas que le gouvernement démissionne ; ce n'était pas si grave... Bref, de quoi rendre perplexe n'importe quel observateur étranger.

Pour ceux qui comme nous s'étaient abstenus, le spectacle n'avait rien de réjouissant. La défaite du gouvernement et des milieux économiques ne nous faisait même pas plaisir. Dans les débats qui avaient précédé la votation, aucune voix anti-capitaliste et à fortiori anarchiste ne s'était faite entendre. On avait le choix entre l'Europe capitaliste, égoïste et à deux ou trois vitesses et la Suisse capitaliste, égoïste, à deux ou trois vitesses. Et pourtant ça avait passionné les foules, la votation du siècle, une participation record (78%). Au fil des jours, on avait vu un débat économique dériver vers un débat identitaire. On vit même, après la votation, ceux qui soi-disant représentaient l'esprit d'ouverture, les déçus du oui, se replier sur un sentiment localiste anti-suisse allemand.

Ces images nous ont renforcé dans l'idée que le débat sur l'EEE ne posait pas les vrais problèmes. On avait dit « à gauche » qu'au travers de ce traité certains « acquis » de l'Europe « sociale » allaient être « gagnés » : la participation (comités d'entreprises), le congé maternité...

Cela méritait-il de donner des illusions au gens sur l'Europe ? L'Europe véritable n'est-elle pas celle des flics et des patrons ?

Fallait-il renforcer dans leurs illusions ces jeunes qui pleuraient, au lendemain du vote, parce que les ploucs de Suisse allemande leur avaient soi-disant « volé leur avenir » ?

Et surtout, quelle est la valeur d'un « acquis social » obtenu sans mobilisation ? Pour nous, anarcho-syndicalistes, ce ne sont pas les concessions octroyées d'en haut qui ont une valeur, mais les luttes collectives, autogérées, dans lesquelles des solidarités se nouent, des consciences s'éveillent. Alors les « cadeaux » de l'EEE...

Pour comprendre la portée de l'événement, si événement il y eut, il faut revenir un peu en arrière et dire quelques mots sur ce petit pays tellement spécial.

La Suisse, c'est le pays du chocolat, mais pas seulement, c'est aussi le pays du consensus. La Suisse n'est pas gouvernée par un parti ou une coalition de droite ou de gauche, mais par l'essentiel de l'échiquier politique réuni, et ceci depuis bien longtemps. Le gouvernement est constitué de sept « sages », choisis par le parlement au sein des principaux partis. Il y a nécessairement deux radicaux

« La Suisse, c'est le pays du chocolat, mais pas seulement, c'est aussi le pays du consensus. »

(droite), deux démocrates-chrétiens, un démocrate du centre et deux socialistes, ceci depuis 1960. Au sein de ce « conseil des ministres », un équilibre est également maintenu entre catholiques et protestants, francophones et germanophones... On appelle tout ça la « formule magique » !

Le paquet tient aussi grâce à une autre ficelle : la paix du travail. Une invention qui date de 1937. Cette convention, passée entre le patronat et les syndicats, prévoit l'interdiction de la grève pendant la durée des conventions collectives. Résultat : si les travailleurs se mettent en grève, le syndicat n'a pas le droit de les soutenir, sous peine de se voir infliger des amendes salées.

Ce musellement des oppositions à une contre-partie, c'est la démocratie semi-directe. Pour comprendre de quoi il s'agit, voici un petit cours de civisme. Nous avons en Suisse :

— le référendum facultatif pour lequel il faut récolter 50 000 signatures de citoyen(ne)s, si l'on souhaite qu'une loi votée au parlement soit soumise au verdict populaire ;
— l'initiative populaire par laquelle 100 000 citoyen(ne)s peuvent proposer

au peuple et aux cantons une modification de la constitution.

Du fait de tous ces mécanismes, on vote souvent en Suisse, sur tout et n'importe quoi : la largeur des camions, le prix du sucre, l'âge de la majorité sexuelle, la procréation assistée, la vivisection, le nucléaire... Il y en a pour tous les goûts.

Si les initiatives populaires passent rarement la rampe, une dizaine ont été acceptées en un siècle. Les référendums, par contre, sont assez rarement efficaces. Il suffit qu'il y ait un lobby un peu puissant opposé à une décision du parlement, pour que celle-ci risque de passer à la trappe suite à un vote populaire.

Pour le système, les avantages de la démocratie semi-directe sont indéniables. C'est une lourde machine qui intègre et dilue tout ce qui passe par elle. Quand on veut, par exemple, une diminution du temps de travail ou un abaissement de l'âge de la retraite, on recueille des signatures et l'on attend que les autorités veuillent bien soumettre la question au vote des citoyens. Ensuite, c'est l'échec.

En 1976, l'initiative populaire visant à limiter la semaine de travail à 40 heures n'a obtenu que 22% de oui.

En 1984, seuls 15,8% des électeurs se sont montrés favorables à une protection efficace de la maternité.

En 1988, il ne furent que 35% à accepter le principe d'une baisse de l'âge de la retraite à 60 ans pour les femmes et 62 ans pour les hommes (actuellement de 62 et 65 ans).

Après ce genre de scrutins, ceux qui essaient d'obtenir des revendications par d'autres moyens (l'action syndicale par exemple) n'ont plus guère de légitimité.

Mais direz-vous, il y a cette magnifique votation pour une Suisse sans armée en 1989, un échec certes, mais 35,6% des gens favorables à la suppression de l'armée n'est-ce pas merveilleux ? Sur le moment, c'est vrai, les antimilitaristes se sont sentis moins seuls. Sur le long terme, le principal résultat a été l'intégration à la vie politique institutionnelle (par la participation à d'autres campagnes référendaires moins « utopiques ») de personnes qui avaient tendance à se maintenir en marge du système.

Si la démocratie semi-directe a des effets de régulation irremplaçables, elle comporte pourtant des inconvénients pour le système. C'est un instrument qui manque de souplesse et de rapidité, et ça, aujourd'hui, ça ne pardonne pas. Dans la concurrence généralisée que se livrent les Etats modernes, il faut savoir saisir sa chance au vol. On ne peut plus perdre du temps à écouter le « peuple ». Malheureusement, pour limiter les droits démocratiques actuels, il faut l'accord du « peuple » lui-même. C'est le serpent qui se mord la queue et l'impasse politique. Les politologues suisses cogitent : faut-il changer les institutions par un coup de force, à l'aide d'une astuce juridique ou faut-il changer le peuple ? Ils n'ont pas encore trouvé la solution.

Revenons au vote sur l'EEE. L'exemple suisse montre que dans le secret de l'isoloir, le « peuple » est souvent conservateur. Il a tendance à refuser les nouveaux impôts, mais aussi les nouveautés en général. En 1986, pas moins de 75% des votants ont rejeté l'adhésion de la Suisse à l'ONU ! Quand on sait cela, le résultat du 6 décembre est moins surprenant. Il faudrait plutôt relever l'extraordinaire ascendant des autorités sur une partie non négligeable de la population, surtout en Suisse romande. Car sur le thème de l'Europe, c'est un tournant à 180 degrés qui a été pris par les autorités politiques et les

« Le non à l'EEE témoigne surtout de l'attitude de la Suisse traditionnelle vis-à-vis de l'étranger. »

principaux partis. Jusqu'à il y a deux ou trois ans, le discours dominant était celui de la voie solitaire (tous unis pour protéger notre paradis fiscal, notre secret bancaire...). Ce sont les sirènes de la grande industrie et des grandes banques qui ont réveillé les politiciens. La Suisse ne pouvant rester en marge du grand marché, il a fallu changer de disque. Mais voilà, tout le monde n'a pas été d'accord. Les secteurs économiques tournés vers le marché intérieur ont peur de la concurrence européenne, certaines professions libérales (dentistes, avocats...) de leurs collègues européens, peut-être moins gourmands qu'eux. Les entreprises de génie civil craignent les concurrents susceptibles de soumissionner pour les chantiers publics, jusqu'ici réservés aux petits copains des députés (économies budgétaires obligent)...

Plutôt que de privilégier les arguments basement matériels, ce petit monde a choisi le discours patriotique traditionnel. Le non qui l'a emporté est globalement un non de « droite », nationaliste. Même si le Parti écologiste, au nom d'une réglementation sur l'environnement plus restrictive en Suisse, appelait à voter non. Vouloir conserver une Suisse propre alors que le reste de la planète est en train de crever, n'est-ce pas aussi du nationalisme ? Quelques socialistes (dont Andreas Gross, le champion de la Suisse sans armée...) étaient aussi opposés au traité, mais les subtilités de leurs arguments sont passés inaperçus. Dans tous les partis, à l'exception de l'extrême droite (non) et des communistes (oui), on a entendu des voix discordantes. Et en tout premier lieu celle du président de la confédération pour 1993, Adolf Ogi, Européen convaincu, il appartenait au seul parti gouvernemental ayant refusé le traité !

L'opposition au traité la plus virulente et la plus significative est d'ailleurs venue de ce parti, l'Union démocratique du centre (UDC), un

parti agrarien protestant qui vire aujourd'hui vers la droite musclée. Son principal ténor, le Zurichois Christoph Blocher, a martelé l'opinion avec des arguments chauvins, fustigeant la bureaucratie de Bruxelles et avançant surtout l'argument de l'afflux incontrôlé des travailleurs étrangers. Dans le programme en 19 points présenté une semaine après sa victoire, l'UDC demande maintenant « la possibilité d'importer de la main-d'œuvre en fonction de ses besoins ».

Contradiction, en apparence seulement. Le non à l'EEE témoigne surtout de l'attitude de la Suisse traditionnelle vis-à-vis de l'étranger. Les Suisses ont toujours cru qu'il était possible, dans ce domaine, d'avoir le chocolat et l'argent du chocolat. Exploitant honteusement le tiers monde (jusqu'à maintenant, le cacao ne pousse pas en Suisse), les multinationales helvétiques ont pu procurer à leurs concitoyens des emplois au chaud et au sec dans des bureaux domiciliés en Suisse. *Idem* pour les banquiers. D'autre part, pendant des années, les immigrés ont permis l'ascension sociale quasi automatique de nombreux Suisses qui ont abandonné des emplois pénibles. Ce demande aujourd'hui Monsieur Blocher ? Une précarisation accrue des travailleurs immigrés. Le renforcement du statut de saisonnier. Statut honteux, qui oblige les travailleurs étrangers qui y sont soumis à laisser leur famille en Italie, en Espagne, au Portugal ou en Yougoslavie pendant les neuf mois par an passés en Suisse. Les patrons comme Christoph Blocher (il est à la tête d'une entreprise où les ouvriers sont particulièrement mal payés) veulent une main-d'œuvre flexible et docile, soumise à de nombreuses restrictions (les saisonniers n'ont pas le droit de changer d'emploi sauf autorisation spéciale...). Le scandale est là : on exploite le sentiment de peur de l'étranger, pour mieux exploiter l'étranger chez nous, pour permettre à une partie du patronat de continuer à bénéficier d'un système semblable à celui de l'apartheid.

Représentant près du tiers des salariés, les travailleurs étrangers n'ont en Suisse que le droit de se taire. Ils sont soumis à cinq statuts différents (permis d'établissement, permis annuel, saisonnier, frontalier et permis de courte durée) sans compter les nombreux travailleurs clandestins et les demandeurs d'asile. Tiens, à ce propos, les partisans de Christoph Blocher ont justement lancé une initiative populaire pour limiter le droit d'asile...

Comme la Grèce antique, la Suisse est un pays très démocratique, comme la Grèce antique, la Suisse a ses métèques et ses esclaves. C'est surtout cette réalité là qui devrait être connue sur le plan international.

Ariane
(« Les Amis de l'AIT » - Suisse)

La semaine de Naoua...
femmes a...
Dans cet...
fondame...
seuleme...
cette étud...

Le fonc...
les femm...
du fonda...
les femm...
En Égypt...
arabes, l...
ments isl...
discrimin...
religion...
fondame...
renvoient...
la domina...
« protecti...
la « mate...
sont humi...
dans leur...
En Égy...
déposséd...
leurs droi...
jouit du...
d'être pol...
marinée...
l'obéissa...
maternité...
selon le...
peut don...
enfants.

Comme...
chrétiens...
islamiques...
rejetent le...
nom de l...
bannir la...
supprimé...
des livres...
ment pas...
sans être...
reste-t-il...
versets...
prières jo...

Le voile...
un des asp...
de l'influe...

L

L

L

L

L

LE MOND...

Le fondamentalisme islamique et les femmes

La semaine passée, nous vous avons proposé la première partie d'un texte de Naoual el Saadaoui, présidente de l'Association de solidarité des femmes arabes, psychiatre et auteur de nombreux ouvrages.

Dans cette première partie, il était question du caractère universel du fondamentalisme, ainsi que du fondamentalisme islamique, dont était seulement entamée l'étude. Aujourd'hui, nous poursuivons et concluons cette étude en la développant.

Le fondamentalisme islamique et les femmes — Les premières victimes du fondamentalisme sont les femmes, les femmes pauvres et les minorités. En Égypte et dans les autres pays arabes, les dirigeants des mouvements islamiques encouragent une discrimination basée sur le sexe, la religion et les idées. Comme les fondamentalistes juifs, les islamistes renvoient les femmes au foyer et sous la domination du mari. Au nom de la « protection », de l'« honneur » et de la « maternité sacrée », les femmes sont humiliées et exploitées à la fois dans leur foyer et dans la société.

En Égypte, le code de la famille déposait mères et épouses de leurs droits fondamentaux. Le mari jouit du droit absolu de divorcer ou d'être polygame alors que la femme mariée n'a d'autre alternative que l'obéissance et la soumission. La maternité est certes sanctifiée mais, selon le code, une mère égyptienne ne peut donner sa nationalité à ses enfants.

Comme les fondamentalistes chrétiens, les fondamentalistes islamiques prêchent la ségrégation et rejettent les concepts scientifiques. Au nom de l'islam, ils préconisent de bannir la musique de l'école et de supprimer les poèmes romantiques des livres scolaires. Il n'est évidemment pas question de polémiquer sans être accusé d'hérésie. Que reste-t-il alors ? Psalmodier les versets du Coran et réciter des prières jour et nuit ?

Le voile — Le voile des femmes est un des aspects les plus spectaculaires de l'influence des fondamentalistes,

cependant d'autres symptômes moins évidents sont encore plus dangereux. Le voile est devenu une mode parmi les femmes de la classe bourgeoise. Certaines défendent même cette part du mystère qu'apporterait le voile dans la panoplie de séduction. Rares seraient les islamistes opposés aux ornements ou au maquillage, bien que certains se déclarent pour le port du *Niqab*, voile épais couvrant totalement la femme et ne laissant que deux petites fentes pour les yeux. Les problèmes psychologiques résultant de ce climat d'oppression et de contradictions sont fréquents. Si les femmes pauvres se voilent pour se protéger des hommes dans la rue ou pour des raisons économiques, d'autres portent le voile en geste de protestation contre l'Occident. Une manière d'affirmer leur identité islamique et leur culture. Mais le port du voile ne symbolise pas l'identité de la femme musulmane. Le voile n'est pas un costume islamique. Est-ce protester contre l'ingérence ou l'exploitation économique occidentale que de camoufler son visage par un morceau de tissu ?

Dans les médias occidentaux, l'image des femmes musulmanes oscille souvent entre deux clichés : la créature voilée et la danseuse du ventre. Cette représentation est encouragée par la situation néo-coloniale d'exploitation économique qui perdure. Défendre le port du voile au nom de l'ouverture multiculturelle ou comme symbole de l'identité des femmes musulmanes est un piège dans lequel certains occidentaux progressistes tombent. Le voile n'est qu'un morceau de tissu et une identité ne peut se réduire à cela. Une ouver-



En juin 1992, au Caire (Égypte) : femmes devant la mosquée au moment de la prière. © Christiane Passevant.

ture multiculturelle ne dépend ni de l'habillement des femmes ni de la dissimulation de leur visage.

Une identité authentique — L'identité authentique passe par la prise de conscience. Les femmes arabes revendiquent leurs droits et refusent d'être seulement des corps dissimulés par des interdits religieux ou dénudés par la société de consommation. Voiler les femmes ou les exhiber découlent de la même aliénation. Pour le fondamentalisme comme pour la société de consommation, les femmes sont des objets sexuels.

L'Association de solidarité des femmes arabes a pour but de

« dévoiler l'esprit ». Notre objectif est double : lutter contre la domination patriarcale et nous libérer de l'emprise impérialiste. Il s'agit de remettre en question une tradition dominatrice définie par les hommes. Rien dans l'islam n'empêche les femmes de participer aux activités politiques ou religieuses. L'identité authentique de la femme arabe ne réside pas plus dans une veste à pincées que dans une robe ou dans un voile. La vie active et l'évolution exigent une relecture de notre histoire, une remise en cause de nos sociétés à la lumière des défis présents et des buts futurs.

Les batailles actuelles sont économiques et politiques malgré les efforts des fondamentalistes à les transformer en guerres religieuses. Au Liban, les enjeux sont économiques et politiques. En Palestine, l'intifada est une bataille politique et économique contre l'occupation militaire israélienne de la Cisjordanie et de la bande de Gaza. Ce n'est pas une guerre religieuse entre musulmans et juifs en dépit des démonstrations médiatiques.

Le rôle politique du fondamentalisme est de maintenir les pouvoirs en place, de stabiliser le système de classe patriarcal pour contrôler et exploiter les masses, les femmes surtout. L'islam est utilisé afin que la majorité des femmes et des hommes restent pauvres, ignorants et soumis. La lutte pour la libération des femmes est considérée comme une désobéissance à Dieu, au maître, au père, au mari, au mâle.

Certains groupes de gauche sont fondamentalistes. Les plus progressistes critiquent les coutumes et les traditions qui entravent la vie des femmes dans le domaine de l'éducation ou du travail. Néanmoins, ils considèrent que le rôle principal de la

femme est celui d'épouse et de mère, et que le « travail à l'extérieur » de la maison n'est qu'un soutien économique au budget familial. Ils séparent l'exploitation économique ou politique de l'exploitation sexuelle, les aspects sociaux des aspects psychologiques. Ils méconnaissent la réalité et les mouvements de libération de la femme, accusant celles qui parlent d'émancipation de s'être occidentalisées. De là à imaginer que les féministes sont des agents de pouvoirs occultes, dont le but serait de diviser le pays en créant des antagonismes ! Ils génèrent en fait eux-mêmes ce clivage entre libération de la femme et libération nationale. On ne peut ignorer les besoins vitaux d'une moitié de la population (les femmes sont 28 millions en Égypte) sous prétexte de libération au plan national. Le profit, base du système de classe patriarcal qui prévaut dans notre société, repose sur l'accumulation de surplus économique provenant de la force de travail non rémunérée des femmes et des enfants.

Dans les partis politiques de gauche, les femmes arabes sont encore une minorité marginale qui n'excède pas 10%. Ce pourcentage diminue évidemment dans les postes à responsabilité. Les partis traditionnels de gauche n'hésitent d'ailleurs pas à sacrifier les droits des femmes pour apaiser les puissants groupes conservateurs. Par exemple, en 1985, les forces politiques égyptiennes (de droite comme de gauche) ont soutenu la campagne des islamistes contre le code de famille de 1979. Le code de la famille de 1985 marque une nette régression du droit des femmes et de leurs acquis.

Traduction Christiane Passevant

Affichez votre dissidence avec le tee-shirt du « Monde libertaire »

LISEZ
le monde
libertaire



Hebdomadaire de la FEDERATION ANARCHISTE

Le groupe FA de Dieppe édite un tee-shirt en soutien au Monde libertaire (bénéficie intégralement reversé à la caisse du journal).

Il est dès aujourd'hui disponible en tailles M, L et XL (100 % coton, 165 gr., qualité supérieure) et impression en quadrichromie (noir, rouge, bleu et rose).

Ce tee-shirt représente le portrait de Louise Michel (fondatrice du titre en 1895) agrémenté du logo du journal.

Le prix en est de 90 F l'unité (pour les commandes multiples, veuillez consulter le groupe).

Ce tee-shirt est disponible à **IAPEL, BP 1042, 76205 Dieppe cedex** (chèque à l'ordre de l'association), ainsi qu'à la **librairie du Monde Libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris** (chèque à l'ordre de Publico). Pour tout envoi, ajoutez, SVP, 25 F de frais de port (livraison sous 48 h).

L'été approche à grands pas (dans sept mois, il sera là), alors soyez chics, vraiment très chics... soutenez l'hebdomadaire de la FA lorsque vous vous promènerez sur le sable de Dunkerque à ... Tamanrasset.

NANCY CONTRE LE FASCISME

« Le Pen, fils spirituel... »

Percussions résonnantes et femmes entrant dans la danse, clarinette solitaire dans la chaleur humaine d'un chapiteau bondé, clowns bariolés, jongleurs et équilibristes au bord de la scène, cracheurs de feu contre les faisceaux de la haine, Nancy a vibré, samedi 12 décembre, au rythme libérateur d'une grande fête antifasciste. Quelques dessinateurs de Charlie-Hebdo, Siné en tête, avaient donné un bon coup de crayon à la fiesta. Font et Val étaient aussi de la partie, pour un détour féroce et drôle du côté de Connarland. Et le rock des Rats a poussé sa gueulante au fond de la nuit.

A la tribune, entre deux spectacles, le vieux résistant Maurice Kriegel-Valrimont rappelle la petite phrase qui est un peu à l'origine de cette journée de lutte : « *Le Pen est le fils spirituel d'Hitler, Mussolini et Pétain* ». Le public l'acclame et Kriegel-Valrimont enchaîne : « *Vous êtes donc tous d'accord avec Paul-Elie Lévy ?* ». De nouveau, le public acquiesce pour reprendre un peu plus tard avec Paul-Elie Lévy, orateur attendu, le slogan que les Nancéens connaissent maintenant bien : « *F comme fasciste, N comme nazi, à bas le Front "nazional" !* ».

C'est en janvier 1992, à l'issue d'une manifestation imposante contre la venue à Nancy de Le Pen, que Paul-Elie Lévy prononce la petite phrase qui va avoir l'honneur de fâcher tout rouge le chef du FN. Le Pen porte plainte et réclame pas moins de 100 000 francs à l'insolent. Le 18 janvier prochain, les avocats de Paul-Elie Lévy expliqueront devant le tribunal de Nancy pourquoi Jean-Marie Le Pen peut être considéré comme « *le fils spirituel d'Hitler, Mussolini et Pétain* ». Ce 12 décembre, au cours d'un colloque qui précédait la soirée de solidarité, diverses personnalités, des historiens, des spécialistes de l'extrême droite, des militants ont pris le temps de plancher sur le sujet. Des tables rondes, au cours desquelles des thèmes comme « *De Hitler à Pétain, de Vichy à l'affaire Touvier* » ou « *Les racines de l'extrême droite en France* » ont été abordés, ont permis de montrer que les mots de Paul-Elie Lévy étaient fondés sur des réalités historiques.

Le signe de la bête

Pendant le colloque, dans un couloir dérobé, une main anonyme et sale est venue apposer la marque de la bête : une croix gammée. Une autre croix gammée a été peinte dans la nuit de samedi à dimanche sur la façade de la synagogue de Nancy. Preuves supplémentaires que la racaille nazie ressort des égouts de l'histoire. Toujours à Nancy, très récemment, il y a eu l'affaire du « *vrai-faux* » tract raciste distribué sur le campus. Attribué à Renouveau Etudiant (syndicat très proche du FN), le tract, ordurier et antisémite, avait été en fait écrit par des militants de l'UNI (syndicat très proche de l'extrême droite) pour discréditer leurs rivaux. Inculpé de « *faux et usage de faux, et d'incitation à la*

haine raciale », le principal responsable du tract a passé quelques jours en prison avant d'être libéré sous caution. Responsable régional de l'UNI, Renaud Bertin, avait été candidat du Front national aux Cantonales de mars 1992 à Nancy. Depuis, Bertin avait démissionné du FN pour dénoncer sa « *dérive extrémiste* » (sic).

C'est dire, dans un tel climat empoisonné, si la rencontre antifasciste de Nancy était utile. Elle était la réplique des antiracistes et antifascistes nancéens, simples individus ou membres des quelques 51 associations qui composent le Collectif unitaire antifasciste. Une réplique énergique qui devient une urgence comme ont tenu à le rappeler quelques-uns des intervenants. Mais bien sûr, le récent jugement de la Cour d'appel de Chambéry fut évoqué, jugement qui déclare « *Le Pen et le Front national, racistes et antisémites* ». Mais, Gilles Perrault a tenu à préciser qu'il ne fallait pas compter sur la magistrature pour lutter contre le fascisme. Certaines affaires récentes (l'affaire Touvier, l'acquiescement de la boulangère de Reims...) ont montré que des juges savaient choisir leur camp.

Des réponses humaines

L'intervention de l'écrivain n'a cependant pas toujours été très brillante. Dommage que Perrault, dont on apprécie si souvent la plume, soit un adepte, en public, de la langue de bois. Le combat antifasciste a besoin d'air, d'esprit et de liberté. Et quand Perrault termine son discours en appelant le public, pour lutter contre le fascisme, à « *la rouge internationale de la fraternité* », on croit rêver.

Les diverses interventions furent longues et répétitives. SOS-Racisme, le MRAP, la LICRA... chacun y alla de son explication. Heureusement, il y eut la brillante prise de parole de Christine Daure-Serfaty. Elle a su dire les vraies racines du mal et les vrais remèdes à la peste brune. Christine Daure-Serfaty a été authentique et pédagogique. Il ressort de son intervention qu'il faut mettre beaucoup d'intelligence et beaucoup d'amour si on veut vaincre la haine. Avec la même pêche, une militante antifasciste d'Anvers a raconté le combat quasi-quotidien contre les nazis flamands.

Le public s'est beaucoup retrouvé dans ce que disaient ces deux femmes. La chaleur avec laquelle elles furent acclamées est là pour en témoigner. Contre le fascisme, il n'y a pas un programme politique à appliquer, il y a des réponses humaines et vivantes à apporter. Quelque chose comme un « *couloir humanitaire* » de la pensée et des idées. Cette fête colorée était un nouveau pas. Un nouveau pied-de-nez au fils spirituel d'Hitler, Mussolini et Pétain.

Pascal Didier

Contacts antifascistes : Collectif unitaire anti-Le Pen, BP 66, 54510 Tomblaine ; — Association des libertaires antifascistes c/o FA, BP 255, 57402 Sarrebourg cedex ; — Groupe FA Jean-Roger-Caussimon de Nancy, CRES, BP 47, 88130 Charmes.

DROIT D'ASILE

Dix ans de recul avec les socialistes

LE PS est un parti formidable : il fait dans l'impunité ce que la droite n'aurait pu accomplir sans qu'on ne l'accuse de mettre en péril la démocratie. A ce titre, la politique qu'il mène à l'égard du droit d'asile est significative.

Tout d'abord, on se pare d'un linceul blanc immaculé : la France, pays des droits de l'homme, est une terre d'accueil pour les étrangers bannis de leur patrie. Qu'il n'y ait que 140 000 réfugiés politiques en France sur les 17 millions que compte le monde, que l'Europe n'en accueille que 5%, cela est sans importance : ce qui compte, c'est l'image, le symbole, la référence à la grande Révolution, pas la simple (et trop triste) réalité.

Puis, on mâtime l'idéalisme d'une large et bonne tranche de bon sens populaire : on ne peut accueillir toute la misère du monde. Cela rassure le bon peuple de gauche qui se sent déchargé de toute solidarité avec les 100 000 déboutés du droit d'asile survivant dans l'Hexagone.

Bref, en dix ans, à coups de poncifs, le PS a réglé la question du droit d'asile... en le réduisant à une peau de chagrin.

En 1981, sur 20 000 demandes d'asile déposées, 77% d'entre elles obtinrent le statut de réfugié. En 1991, sur 46 000, le taux de rejet fut de 80%. Entre temps, on nota un afflux important de demandeurs d'asile à partir de 1988 (avec une pointe de 61 000 en 1989, année du... bicentenaire). Cela servit de prétexte à la gauche gestionnaire pour avancer que cette vague était largement due à une immigration d'ordre économique et que seuls 10% des dossiers pouvaient légitimement prétendre à la protection de la France. L'OFPPA, qui est aux ordres, suivit les injonctions gouvernementales : avec une rallonge budgétaire importante (dont le but était de rattraper le retard pris dans la gestion des dossiers), il se mit à rejeter massivement les demandes d'asile : le taux de rejet passa ainsi de 19% à 77%. Tous les moyens lui furent bons, de la non-audition des demandeurs au bâclage des dossiers, en passant par l'exigence de « *la preuve des persécutions* » et le doute mis sur chaque document présenté par le requérant (cartes d'identité, passeports, lettres de la famille, levée d'asile en 1992 serait de l'ordre de 25 000, revenant au chiffre de 1981, on est sûr que le taux de rejet, lui, ne retrouvera pas le niveau qui était le sien cette année-là.

Mais le PS n'en est pas resté là : ce qui compte pour lui, ce n'est pas que les 3/4 des demandes soient rejetées, faisant des demandeurs des clandestins, c'est d'empêcher qu'ils ne puissent parvenir jusqu'en France faire cette démarche.

Exemples : les Pays-Bas ont passé un accord avec le Ghana et le Nigeria permettant à la police néerlandaise de vérifier sur place les documents des aspirants à l'immigration ; lors du

coup d'Etat en Haïti de septembre 1991, la Suisse décida d'instaurer un visa pour les Haïtiens car beaucoup fuyaient les militaires pour la France via Genève ; quant aux compagnies aériennes, elles peuvent être condamnées pour avoir transporté un étranger dénué de documents requis par son pays de destination... En bref, on les charge, comme l'OFPPA, de réguler les flux migratoires.

En multipliant les entraves dès le pays de départ, les pays européens entendent limiter l'afflux des migrants et de potentiels demandeurs

« En multipliant les entraves dès le pays de départ, les pays européens entendent limiter l'afflux des migrants... »

d'asile. Mais certains débarquent quand même dans les aéroports. Alors, ils ont installé des zones de transit ou d'attente... Ce sont dans ces zones qu'en France des demandes d'asile sont réglées en 24 heures, ceci permettant que les demandeurs d'asile ne fassent que l'aller et retour. Parallèlement, dans certains aéroports, des flics et des officiers d'immigration empêchent directement certains passagers de débarquer, l'avion les transportant repartant vers un pays tiers ou le pays de départ : en juin, la France et les Pays-Bas interdisent ainsi l'atterrissage d'un avion en provenance de Bulgarie car il transportait des Yougoslaves fuyant les combats ! On attend encore la réaction de Bernard Kouchner...

Autre élément à ne pas négliger : le demandeur d'asile ne peut désormais choisir le pays dans lequel il veut

demandeur l'asile. Il doit le faire dans le premier pays traversé jugé « sûr ». Pour ce faire, des « accords de réadmission » ont été signés entre Etats : en Europe, c'est la convention de Dublin (juin 1990) qui établit les critères qui rendent l'un des siens responsable du demandeur d'asile. Or, on sait que beaucoup de demandeurs d'asile zairois passent par la Belgique mais refusent d'y rester car la police politique de Mobutu y est plus présente qu'en France. Mais cela, les Etats occidentaux n'en ont cure : le demandeur demande là où il arrive, mais la décision de rejet est valable dans toute la communauté.

Pour finir, certains pays sont considérés comme « sûrs », globalement respectueux des droits de l'homme et à ce titre, leurs ressortissants ne peuvent bénéficier du statut de réfugié. Pour la Suisse, l'Inde, l'Algérie et la Roumanie font partie du lot ; pour la France, on sait que les Maghrébins (particulièrement Marocains) ont bien du mal à ce que leurs demandes d'asile soient prises en compte... sans oublier les Basques du sud, matraqués par l'Etat espagnol et extradés/recherchés par l'Etat français !

De ce rapide survol, une équation s'impose : dix ans de socialisme = dix ans de recul. Dans l'indifférence générale, le PS a liquidé le droit d'asile, le regroupement familial (possibilité « offerte » à un immigré de faire venir sa famille) et maintenu en l'état la double peine (prison + expulsion pour un étranger ayant commis un délit). C'est le règne de l'arbitraire où l'individu est bafoué sur l'autel de la *realpolitik* social-démocrate.

Patsy (gr. Milly-Witkop - Nantes)

Associations

RÉUNION-DEBAT AU CCL BENOÎT-BROUTCHOUX DE LILLE SUR LE THÈME : « *QUELLES CONVERGENCES ENTRE LES VERTS ET LE MOUVEMENT LIBERTAIRE ?* »

L'écologie a toujours été présente au sein des réflexions et des pratiques libertaires. De même, il est possible de dégager des thèmes communs, mis en avant aussi bien par les Verts que par le mouvement anarchiste : démocratie locale, tiers monde, gestion des énergies, anti-productivisme... Enfin, les racines libertaires de certains militants écologistes peuvent laisser supposer qu'existent encore des analyses parallèles de la situation sociale actuelle.

Il n'en reste pas moins que de réelles divergences existent entre les deux mouvements, divergences liées essentiellement pour les anarchistes au refus du mode de production capitaliste et au rejet de l'électoratisme comme moyen d'action.

C'est pourquoi, à l'approche des élections législatives de mars 1993, le Centre culturel libertaire Benoit-Broutchoux organise une réunion-débat destinée à éclaircir et approfondir, sans sectarisme ni dogmatisme, les positions des uns et des autres.

Cette réunion aura lieu le **samedi 9 janvier, à 15 h**, avec la participation de Daniel Rougerie, membre des Verts et conseiller municipal de Lille et Philippe Pelletier, militant de la Fédération anarchiste et géographe.

Centre culturel libertaire Benoit-Broutchoux, 1/2, rue Denis-du-Péage (M° Fives), 59000 Lille.

HISTOIRE

Les anarchistes portugais et les « découvertes »

DES GROUPES anarchistes portugais ont pris l'initiative de publier un livre à propos des récentes commémorations du V^e centenaire des « découvertes » (1). Ce texte (écrit par Julio Carrapato) va, sans équivoque, à l'encontre des interprétations officielles, qui légitiment avec triomphalisme un des grands génocides de l'histoire de l'humanité. Il s'agit d'« une perspective anarchiste, une autre vision des "découvertes", opposée à la version officielle, écrite par les vainqueurs, ses descendants et ses scribes ; celle qui est toujours enseignée dans les écoles, fondée sur les préoccupations nationalistes, mythiques et mystificatrices » (2). Un ouvrage riche, construit à partir d'un travail de recherche critique et sérieux. Le style est caustique et ravageur, parfois un peu étriqué et lourd, mais l'intelli-

gence du lecteur y est toujours respectée. Le parti pris résolument internationaliste du texte ne laisse aucune chance aux ambiguïtés des « bons nationalistes » qui profitèrent de ces célébrations pour exorciser leur culpabilité (du genre : Nous devons reconnaître nos fautes !). Quelques développements sont remarquables. Par exemple, le chapitre qui traite de la fameuse « Ecole de Sagres » (dévoilée comme une gigantesque entreprise de pillage et de racket dirigée par l'esclavagiste Don Henrique, le golden boy de l'époque). Très pertinent aussi le chapitre sur la présence des Portugais en Inde ou, encore, celui sur le rôle joué par le parti de l'Eglise catholique dans le projet global des « découvertes ». A souligner également la démythification faite de la légende des « bons

apôtres » (Las Casas parmi d'autres), qui furent les « bons policiers » dans cette colossale entreprise de domination des peuples (3). Un cri de révolte des anarchistes portugais contre toutes les idioties propagées « en cette année de grâce 1992 ». Il fallait le faire et c'est donc fait !

C.R.

(1) Julio Carrapato, *Os descobrimentos portugueses e espanhóis ou a outra versao de uma historia mal contada*. Edições Sotavento (Apartado 5, 8000 Faro, Portugal), 144 pp. Prix : 50 F.

(2) Op. cit.

(3) Sur la question, on lira plusieurs textes dans le numéro 8 de *Malasartes* (Apartado 1045, 3000 Coimbra, Portugal), 125 pp. Prix : 50 F. Revue de critique politique et culturelle d'orientation libertaire.

Ciné sélection

Les faubourgs lumineux d'Hollywood

« Amants du beau, nous sommes tous des bannis et quelle joie quand on rencontre un compatriote sur cette terre. »

Gustave Flaubert

Beaucoup ont l'impression que le 7^e Art, dans sa forme classique, est mort. Mais n'est pas Hegel qui veut ; un jour, à son balcon, il vit les hordes napoléoniennes et prédit la fin de l'histoire.

Cependant, filmer, raconter en images des histoires, rêver éveillé... partout on continue, loin d'Hollywood, dans les faubourgs de Carthage ou de Bombay.

L'Inde est un continent, et depuis les années 50 sa cinématographie est riche et enviable. Cinéma alimentaire ou aliment culturel, longtemps en Europe il fut dédaigné. « Lors de la projection du premier film de S. Ray, raconte Rutha Sadoul, la salle se vida. Seuls Georges Sadoul, Janine et André Bazin et moi-même furent cloués aux sièges sous le choc de ces images foudroyantes. »

Depuis Ray, Ghatak, Guhru Dutt ou Mrinal Sen ont bousculé le confort intellectuel de l'Occident. Avec *Bhumika* (Le Rôle, 1977), Shyam Bénégal poursuit cet émerveillement. Ce cinquième film d'un cinéaste prolifique raconte la vie d'une grande star indienne des années 40. Le rôle, naturellement, fut donné à une grande actrice aujourd'hui disparue Smita Patil. Elle est Usha, rêve d'actrice, et surtout une femme libre. Dans l'Inde des années 40, l'industrie cinématographique tourne à plein régime. L'imaginaire aliénante plus que le rêve a besoin de visages neufs. Courant, hier comme aujourd'hui, pour un cinéma d'alibi et d'oubli où le sous-art se fait marchand. *Bhumika* est l'histoire d'une femme, d'un cinéma

mais aussi d'un vaste pays complexe, plein de contradictions et attirant.

Le spectateur attentif y entendra de l'hindi, langue majoritaire (Ray, quant à lui, tournait en bengali). Bénégal touche de ce fait un grand nombre d'Indiens.

Le spectateur actif y verra un pays où un système de castes quasi-féodal cloisonne la vie quotidienne. Les rapports entre individus sont régis par d'absurdes lois immuables et quand on est une femme...

Smita Patil est Usha, actrice célèbre au destin douloureux. Au fil des images, le roman familial nous sera conté. Le style employé par Shyam Bénégal (toute écriture nécessite un style...) induit une narration double. Un présent en couleurs et un passé en noir et blanc ou en sépia. Comme fut le cinéma de ces années-là. La vie d'Usha est petit à petit reconstituée. Et comme nous sommes dans le milieu cinématographique, le cinéma filme le cinéma se faisant. Bénégal, qui se revendique d'un courant progressif et populaire, nous livre de grands morceaux chantés et dansés. Pour notre grande joie. Dès lors, *Bhumika* est une somme. De l'histoire de l'Inde à l'histoire du cinéma ; de l'histoire d'Usha aux destins de femmes qui luttent pour leur (la) liberté.

Bhumika est un film comme on n'ose plus pratiquement en Occident en faire. Les derniers feux, peut-être ceux d'Ophuls ou Demy. La grâce n'est plus de mise au pays de Mickey ou de Madonna.

Salim de « Fondu au Noir »

DISQUE

Molodoï...

« Royaume de jeunesse »

Molodoï fait couler encre et salive depuis son premier album, c'est le moins qu'on puisse dire ! Très critiqué (normal !) pour son anti-communisme parfois primaire, pour les conneries racontées en interview ça et là ou, plus étrangement, pour son « humanisme » (pour *Vive l'armée du salut*, entre autres), colomnié par certains purs et durs qui attendaient sans doute que François, le « leader » du groupe, nous refasse exactement ce qu'il faisait avec Bérurier Noir sans la boîte à rythme, et qui ont visiblement été déçus, Molodoï continue malgré tout dans la voie qu'il s'est choisie, et ça marche...

Traînant quelques casseroles, beaucoup de ragots et un public fidèle de plus en plus large ! Quatre disques en deux ans, rien que ça ! Des dizaines de concerts-fiestas où le groupe donne le meilleur de lui-même... *En Avant et Dragon Libre* ont suivi *Irrécupérables* et c'est aujourd'hui *Royaume de jeunesse* qui arrive ! Un album très carré, très rock, plus froid que les précédents, d'où ont disparu les petites escapades ska-reggae... dommage ! Avec toujours les mêmes obsessions : les droits de l'homme

bafoûés partout, les rêves de liberté fracassés (« *Le mur de Berlin est tombé/Un mur d'argent l'a remplacé* »), la jeunesse des cités de banlieue aux montagnes tibétaines abattue « à bout portant », le plomb contre l'espoir, ici comme ailleurs, les jeunes coincés entre les cultures et victimes systématiques du racisme franchouillard... Mais toujours avec le désir irréductible que les choses changent, que ça bouge, que la haine laisse enfin la place à la solidarité !

L'Asie, encore une fois très présente dans ce disque, n'a rien d'une carte postale... A défaut d'exotisme, Molodoï gueule contre l'oubli, contre les chars de la place Tian An Men, les prisons de Saigon, les soldats dans les rues de Pékin ou de Lhassa... Histoire de nous rafraîchir un peu la mémoire sur ce qui se passe là-bas et qui n'excite pas trop les médias !

Cette fois, le seul reproche qu'on peut faire à Molodoï, c'est d'avoir abandonné la bagarre pour un rock indépendant et d'avoir signé avec un sous-label de Sony-Music. Mais c'est une autre histoire.

Gil

RADIO LIBERTAIRE (89.4 FM) SÉLECTION DE LA SEMAINE

- « Chroniques syndicales », samedi 2 janvier, 11 h 30 - 13 h 30 : bilan des luttes sociales 1992
- « Chroniques rebelles », samedi 2 janvier, 13 h 30 - 14 h 30 : l'enseignement en Palestine (deuxième partie).
- « Blues en liberté », mercredi 6 janvier, 11 h 30 - 13 h : pour débiter l'année... l'intégrale Chess de Muddy Waters et ses avatars.
- « Ras-les-murs », mercredi 6 janvier, 20 h 30 - 22 h 30 : univers carcéral... perspectives de luttes pour 1993.

CALENDRIER

« ITINÉRAIRE » 1993

La revue « Itinéraire » vient de faire paraître un calendrier pour l'année 1993. Le thème en est « La Commune de Paris », avec des photos et dessins de Louise Michel, Jules Vallès, Eugène Varlin et Gustave Courbet. Tiré en deux couleurs (noir et bleu), il est en vente à la librairie du Monde Libertaire au prix de 20 F (plus 7,40 F de frais de port).

CATALOGUE 1993 DE LA LIBRAIRIE DU MONDE LIBERTAIRE DISPONIBLE DÈS À PRÉSENT

Les « avantages » de la librairie du Monde Libertaire :

- 5% de réduction pour les porteurs de la carte d'auditeur de Radio Libertaire ;
- pas de frais de port aux abonnés du Monde Libertaire qui passent commande (joindre la bande de routage).

POLAR

Pain pas perdu pour tout le monde

APRES la parution de *Fondu au noir*, Jean-Jacques Reboux récidive en nous proposant *Pain perdu chez les vilains*, nous promettant d'ici peu un troisième volume (des nouvelles, cette fois-ci). *Mr Smith n'aime pas les asperges*, toujours aux éditions Canaille (1) qu'il a lui-même créées pour l'occasion. Que ces titres plus ou moins à la mord-moi-le-neud ne découragent pas les lecteurs ! Il s'agit de très bons polars, que des éditeurs plus importants ont eu tort de refuser car ils auraient pu sans dommage aucun les inclure à leurs catalogues.

Fondu au noir relatait les déboires d'un marginal qui se met en peine de recueillir les souvenirs cinématographiques d'un vieil alcool. Malheureusement pour lui, un complot se trame, dont il est la victime. Hommage au monde du

cinéma, ce roman a fait partie des douze ouvrages sélectionnés pour le Grand Prix de littérature policière.

Pain perdu chez les vilains se passe dans un tout autre milieu, puisqu'il prend pour cadre non plus Hollywood mais la province française, celle qui sent bon le scandale de derrière les fagots. Dans une petite ville du côté d'Angers, des notables sont retrouvés assassinés, des miettes de pain plein les poches. Qui peut donc avoir intérêt à assourdir ainsi ce qui apparaît comme une vengeance ?

L'intrigue est bien ficelée, l'ambiance France profonde bien restituée, les personnages bien campés. L'un d'eux, vaguement rangé chez les écolos, continue de faire profession de foi libertaire après avoir été congédié de l'Education nationale. Un rien désabusé par ce

« patelin où même les profs de lettres prennent Bakounine et Kropotkine pour des cosmonautes russes », il se souvient avoir fondé avec quelques copains « une cellule anarchiste » qui n'avait « rien à voir avec la fédé. Nous, ce qui nous amusait, c'était pas la critique sociale... [...] Ce qui nous faisait marrer, c'était de jouer avec les nerfs de bourges. »

Si vous voulez savoir comment un anarchiste peut, sans aucune magouille, devenir le maire de sa ville au grand dam des notables du cru, lisez donc ce polar où les morts ont le bon goût de se faire trucher avec un humour... forcément noir !

Thierry Maricourt

(1) Editions Canaille, 52, rue de Conflans, 94220 Charenton-le-Pont (distribution : Distique ; diffusion CED)

RENDEZ-VOUS

NÎMES

Le groupe de Nîmes de la FA vous invite à la réunion d'information qu'il organise le samedi 16 janvier 1993, à partir de 15 h, au Centre culturel Pablo-Neruda de Nîmes, salle 2, hall 2, 2^e étage. Cette rencontre aura pour thème : « La Fédération anarchiste aujourd'hui, ses buts et ses moyens ». Toutes les personnes intéressées par le mouvement libertaire organisé sont fraternellement invitées. Entrée libre. Pour tout contact, écrivez au Groupe Henri-Marius, 5, rue Cassin, 30900 Nîmes.

TOULOUSE

Le groupe Albert-Camus organise une conférence-débat sur le thème : « L'Éducation libertaire aujourd'hui ! », le mardi 12 janvier 1993, à 20 h 30, avec Thyde Rosell, animatrice du projet scolaire « Bonaventure ». Rendez-vous au cinéma Le Cratère, 95, grand-rue Saint-Michel à Toulouse. Pour tout contact, écrivez à l'Athénée Albert-Camus, 39, rue Peyrolières, 31000 Toulouse.

PARUTIONS

BROCHURE

Le numéro 4 des Cahiers de La Vache Folle est en vente. Il traite de l'Europe... des propos divers (analyse, humour, interventions) du groupe La Vache Folle et de ses sympathisants sur ce sujet brûlant. Achetez-le au prix de 35 F (chèque à l'ordre de Publico ou de « DCC ») à la librairie du Monde Libertaire ou par correspondance à « DCC », BP 12, 13671 Aubagne cedex.

PRESSE

Le n° 9 de *l'Encre noire* est paru. Ce journal est édité par le groupe Jean-Roger-Caussimon de Nancy, la liaison de Moselle-sud et la liaison de Haute-Marne, ainsi que des sympathisants. *l'Encre noire* est disponible contre 3,80 F en timbres, en écrivant au CRES, BP 47, 88130 Charmes.

CASSETTE

Gli Anarchici (1864 - 1969). Antologia della canzone libertaria, cassette (C. 90) de 27 chansons anarchistes italiennes que diffuse le groupe Région-toulonnaise de la FA. Elle coûte 45 F (port compris). Commandez-la au CECL, BP 54, 83501 La Seyne-sur-Mer cedex (chèque à l'ordre de l'association).

CARTE POSTALE (SOUTIEN ML)

Le groupe Région-toulonnaise a réédité en soutien au Monde libertaire la carte postale « Deux enfants s'embrassant + A cerclé » (noir et rouge). Les 30 exemplaires (minimum) : 50 F ; les 50 ex. : 85 F et les 100 ex. : 140 F (port compris). Chèque à l'ordre du CECL. A commander au CECL, BP 54, 83501 La Seyne-sur-Mer cedex.

PIN'S

En soutien à ses activités, le groupe FA de Bourgoin-Jallieu a édité deux pin's : « Chat noir + A cerclé et « A cerclé sur mur de briques ». 25 F l'unité, 20 F par dix exemplaires (avec possibilité de panachage). Nous contacter pour un prix par quantité. Chèque à l'ordre de « Contre-Courants ». Pour toute commande, écrire à « Contre-Courants », La Ladrière, 38080 Saint-Alban-de-Roche.

NÉO-IMPRESSIONNISME

Maximilien Luce un peintre militant

Dans « le Monde libertaire » n° 887, nous découvrons Paul Signac, peintre néo-impressionniste et anarchiste... Fait du même bois et ami du découvreur de Saint-Tropez que fut Signac, voici aujourd'hui Maximilien Luce (1858-1941), avec qui la civilisation industrielle fit son entrée dans la peinture moderne.

NÉ À PARIS, Maximilien Luce est issu d'un milieu modeste. À l'âge de treize ans, il est témoin des massacres qui marquèrent la fin de la Commune. Il suit les cours aux Arts décoratifs puis rentre comme apprenti chez un graveur. Pendant son service militaire, en Bretagne, ses supérieurs le laissent peindre. À son retour, il devient l'élève d'Auguste Lançon, peintre de scènes militaires et animalières, qui est l'ami de Jules Vallès. Maximilien Luce peint dans les quartiers sud de Paris ainsi qu'en banlieue les visages et les gestes des ouvriers. Il fréquente les cordonniers : les anarchistes sont nombreux parmi eux, et ce métier servira de dessin de couverture au journal *le Père Peinard* d'Emile Pouget. Dès 1881, Maximilien Luce est en contact avec le groupe anarchiste du 14^e arrondissement.

En 1887, il adhère à la Société des artistes indépendants. Il se lie avec Seurat, Signac et Pissarro, et adopte le principe de la division des tons. Ses tableaux seront marqués par des critiques tels que Félix Fénéon et Georges Darien. Il peint des paysages de Paris et de sa banlieue, des portraits de femmes, des intérieurs ouvriers (notamment *L'Homme à la toilette*, représentant un ouvrier qui se lave, torse nu, dans

sa chambre). Ses voyages, à Londres avec Pissarro et à Saint-Tropez avec Signac, lui font découvrir de nouveaux thèmes pour sa peinture.

Jusqu'en 1894, Maximilien Luce donne de nombreux dessins au *Père Peinard*, à la *Révolution* de Jean Grave, à l'*En-Dehors* de Zo d'Axa et au *Chambard socialiste*. Il n'en faut pas plus pour que les autorités le cataloguent comme « dangereux anarchiste ». À la suite des attentats de

un texte de Jules Vallès. Entre 1896 et 1914, il participe à la revue *les Temps nouveaux* avec des dessins, des lithographies, des couvertures de brochures, une affiche et des dons aux tombolas. En 1896, il se rend en Belgique où il rencontre le peintre Van Rysselberghe et le poète Emile Verhaeren. Il visite la région industrielle du Borinage où il peint de nombreuses toiles. Avec Maximilien Luce, la civilisation industrielle fait son entrée dans la peinture moderne : aciéries, charbonnages, fumées, ciels lourds, travaux difficiles... Mais il peint également des compositions florales, des scènes de cirque et les inondations parisiennes de 1910.

Pendant la guerre de 1914-1918, il n'arrive pas à prendre parti entre les pacifistes absolus et les partisans des alliés, signataires du *Manifeste des Seize*. Il réalise pendant cette période plusieurs hommages à la Commune, ainsi que des scènes de gares de Paris où les soldats en permission sont écrasés par la souffrance et la solitude. En 1917, il achète une maison près de Mantes-la-Jolie. Il peint de nombreux paysages. C'est le dernier des grands impressionnistes.

En 1935, après la mort de Signac, il devient président de la Société des artistes indépendants.

Philippe (Miramas)

N.B. : pour mieux connaître l'œuvre de Maximilien Luce, un musée lui est consacré à Mantes-la-Jolie. Philippe Cazeau a publié à la Bibliothèque des Arts un magnifique livre sur Maximilien Luce, mais son prix est élevé : 450 F. Au musée d'Orsay (Paris), quelques toiles de Maximilien Luce sont également exposées à côté de celles de Seurat, Signac et Pissarro.

« Dès 1881, Maximilien Luce est en contact avec le groupe anarchiste du 14^e arrondissement. »

Le dessin de la semaine



ATELIER DE CRÉATION LIBERTAIRE

OFFRES SPÉCIALES
valables jusqu'au
31 janvier 1993

Paquets cadeaux pour cette période de fêtes... offres exceptionnelles de l'ACL :

• Première offre : « Pour connaître Bookchin » : *Sociobiologie ou Ecologie sociale/Qu'est-ce que l'Ecologie sociale ?/Une société à refaire, pour une Ecologie de la liberté*. Prix : 100 F (au lieu de 135 F).

• Deuxième offre : « Un anarchisme contemporain » : *Anarcho-syndicalisme et luttes ouvrières/Aventures de la liberté/L'Etat et l'anarchie/La Révolution/Ciao Anarchici* (album de photos de la Rencontre anarchiste de Venise). Prix : 150 F (au lieu de 300 F).

• Troisième offre : « Dix titres de tous les horizons » : *Femmes, Pouvoir et bureaucratie/Le Pouvoir et sa négation/Georges Sand ou ces Dames voyagent/Aux sources de la révolution chinoise : les anarchistes/Joël Fioux : Paroles et écrits/Vivre l'éducation/Explosions de liberté (Espagne 36 - Hongrie 56)/La résistible ascension de l'extrême droite à Marseille/Interrogations sur l'autogestion/Au-delà de la démocratie*. Prix : 300 F (au lieu de 535 F).

• Quatrième offre : « L'ensemble des trois offres précédentes ». Prix : 500 F (au lieu de 988 F).

Ces offres sont franco de port. En plus, vous recevrez le recueil de nouvelles de Louis Ségéral, *Les Nouvelles de la Combe*.

A commander à
Atelier
de création libertaire,
BP 1186,
69202 Lyon cedex 02.

(chèque à l'ordre de l'ACL
ou CCP 57 24 59 Lyon).

Atelier
de création libertaire
permanence téléphonique
le jeudi soir au 78.29.28.26.

SOMMAIRE

PAGE 1 : 1993... la liberté comme avenir I (suite p. 3), Changer d'armes ou changer de mentalité ? (suite p. 2), Editio : Le joker rose.
PAGE 2 : Changer d'armes ou changer de mentalité ? (suite de la « une »).
PAGE 3 : 1993... la liberté comme avenir I (suite de la « une »), Uranium et déchets radioactifs, Droit de chasse (billet d'humeur), Infos FA, Nouvelles du front.
PAGE 4 : Espace économique européen : la Suisse dit non.
PAGE 5 : Le fondamentalisme islamique et les femmes (fin).
PAGE 6 : « Le Pen, fils spirituel... », Dix ans de recul avec les socialistes, Associations.
PAGE 7 : Les anarchistes portugais et les « découvertes », Molodol... *Royume de jeunesse*, Pain pas perdu pour tout le monde, Les faubourgs lumineux d'Hollywood.
PAGE 8 : Maximilien Luce un peintre militant, Le dessin de la semaine, Infos FA.